



## **REGIME DE PARTICIPATION DU PERSONNEL AUX FRUITS DE L'EXPANSION DE L'ENTREPRISE**

Le régime de participation de la Banque de France a été institué par l'accord du 25 juin 1975. Cet accord a fait l'objet de dix avenants, en date des :

- 12 octobre 1977 ..... n° 1
- 21 mars 1980..... n° 2
- 10 décembre 1980..... n° 3
- 8 avril 1982..... n° 4
- 13 octobre 1983 ..... n° 5
- 8 mars 1988..... n° 6
- 30 septembre 1988..... n° 7
- 10 octobre 1994 ..... n° 8 et n° 9
- 18 avril 1996..... n° 10
- 3 septembre 2004..... n° 11

Le texte de l'accord ainsi modifié est reproduit ci-après.

Entre

- ♦ La Banque de France, représentée par M. Bernard CLAPPIER, Gouverneur,
- d'une part,
- ♦ et les organisations syndicales suivantes :
    - Syndicat des Cadres, Employés et Ouvriers de la Banque de France (C.F.T.C.),
    - Syndicat National des Cadres C.G.C. de la Banque de France,
    - Syndicat National du Personnel de la Banque de France - Force Ouvrière,
    - **Syndicat des Indépendants et Chrétiens de la Banque de France, (*depuis le 23 mars 1996*)**
    - **Syndicat National Autonome de la Banque de France, (*depuis le 21 février 2007*)**
- d'autre part,

il a été convenu ce qui suit en vue d'instituer à la Banque de France un régime de participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises, qui fonctionnera selon des modalités analogues à celles de l'ordonnance n° 67-693 du 17 août 1967 sous réserve des dispositions particulières prévues aux articles ci-après en vue d'éliminer des comptes de la Banque les conséquences anormales de la politique monétaire.

## **MODALITES DE CALCUL DE LA RESERVE SPECIALE**

### **Article 1er**

La réserve spéciale de participation est calculée chaque année à partir de la formule suivante :

$$R = \frac{1}{2} \left( B - \frac{5 C}{100} \right) \times \frac{S}{VA}$$

dans laquelle :

- B représente le bénéfice net, c'est-à-dire le bénéfice réalisé tel qu'il est retenu pour être imposé au taux de droit commun de l'impôt sur les sociétés, diminué de cet impôt et corrigé à partir d'éléments destinés notamment à neutraliser les incidences de la politique monétaire sur les résultats du compte d'exploitation de l'Institut d'Emission ;
- C représente les capitaux propres ;
- S représente les salaires ;
- VA représente la valeur ajoutée.

Il est précisé que :

- ♦ La correction du *bénéfice net* résulte de l'imputation de la moitié du solde des déductions ou majorations suivantes :

déductions :

- produit du montant moyen annuel des réserves obligatoires constituées auprès de l'Institut d'Emission par les établissements bancaires par le taux moyen annuel des opérations d'intervention sur le marché monétaire, ce taux étant retenu dans la limite de 4 % ;
- fraction excédant le taux de 4 % des agios d'escompte, des produits des opérations d'intervention sur le marché monétaire, des intérêts provenant des fonds déposés à l'étranger et des intérêts versés par le Trésor Public en application de la convention du 17 septembre 1973 ;
- montant des intérêts moratoires sur réserves obligatoires ;
- revenus du portefeuille de la Caisse de Réserve.

majorations :

- fraction excédant le taux de 4 % des intérêts versés à des banques d'émission étrangères ou à des organismes internationaux ainsi qu'au Trésor Public (cf. supra).

**Le montant total de la correction ne peut toutefois excéder 80 % du bénéfice net.**  
**(avenant n° 3 du 10 décembre 1980)**

- ♦ *Les capitaux propres* sont définis dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 2 - 4° du décret n° 67-1.112 du 19 décembre 1967, les capitaux de la Caisse de Réserve des Employés étant exclus.
- ♦ *Les salaires* sont ceux qui donnent lieu au versement forfaitaire prévu aux articles 231 et 1.606 bis du code général des impôts.
- ♦ *La valeur ajoutée* est déterminée suivant les modalités fixées à l'article 3 - 1° du décret n° 67-1.112 du 19 décembre 1967. Il n'est pas tenu compte toutefois, dans les produits liés au rôle monétaire, des intérêts moratoires sur réserves obligatoires pour la détermination du coefficient  $\frac{S}{VA}$ .

**Article 1er bis (avenant n° 2 du 21 mars 1980)**

**Une commission d'application du présent accord, composée des représentants des parties signataires, se réunit afin d'examiner, dès que les éléments comptables sont disponibles, les conditions d'application de la formule de calcul de la réserve spéciale de participation, dans le cadre des dispositions de l'article 15 ci-après.**

## **MODALITES DE REPARTITION DE LA RESERVE SPECIALE**

### **Article 2 (avenant n° 8 du 10 octobre 1994)**

**Les membres du personnel appelés à bénéficier des droits individuels au titre de la répartition de la réserve spéciale de participation afférente à un exercice sont :**

- ♦ **les agents permanents titulaires, auxiliaires, stagiaires ou contractuels,**
- ♦ **les agents non permanents,**
- ♦ **les employés des restaurants d'entreprise, sociétés coopératives ou mutualistes et organismes sociaux divers,**

**qui comptent au moins six mois d'ancienneté dans l'entreprise.**

**Les droits des agents détachés dans des organismes extérieurs qui n'ont pas eux-mêmes conclu un accord de participation seront déterminés en prenant en considération, le cas échéant, les salaires qu'ils auraient perçus s'ils avaient continué d'exercer leurs fonctions à la Banque.**

### **Article 3**

**La répartition est calculée proportionnellement au total des sommes perçues par chaque bénéficiaire au cours de l'exercice considéré et comprises dans la masse salariale servant au calcul de la réserve spéciale, sans que ce total puisse excéder une somme égale à quatre fois le plafond retenu pour la détermination du montant maximum des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales. Le plafond à retenir est le plafond moyen afférent à l'exercice au titre duquel les droits des salariés sont nés. (avenant n° 5 du 13 octobre 1983)**

### **Article 4**

**Le plafond visé ci-dessus est réduit au prorata du temps de présence pour les salariés à temps partiel ainsi que pour ceux qui n'auront travaillé que pendant une partie de l'exercice.**

### **Article 5**

**Le montant de la réserve spéciale susceptible d'être répartie au titre d'un exercice ne peut excéder 2.50 % des salaires de l'exercice considéré, tels qu'ils sont définis à l'article 1er.**

### **Article 6**

**Dans le cas où le calcul de la réserve conduirait, pour un exercice donné, à un résultat supérieur, le pourcentage excédentaire serait ajouté aux pourcentages obtenus pour l'exercice ou les exercices suivants, toujours dans la limite annuelle de 2.50 %, et dans la mesure où l'excédent ne trouverait pas son origine dans la limitation de la correction opérée sur le bénéfice net. (avenant n° 3 du 10 décembre 1980)**

**Article 7 (avenant n° 6 du 8 mars 1988)**

Les sommes attribuées à chaque salarié et affectées dans les conditions fixées à l'article 8 sont bloquées pendant une durée de cinq ans à compter du premier jour du quatrième mois suivant la clôture de l'exercice ouvrant droit à la participation. Toutefois, lorsqu'elles n'atteignent pas 250 F par personne au titre de l'exercice considéré, elles sont remises directement au bénéficiaire.

**Article 7 bis (avenant n° 9 du 10 octobre 1994)**

Par dérogation à l'article 7, tout ou partie des droits constitués au profit de chaque salarié au titre de la réserve spéciale de participation des exercices ouverts en 1989 et 1990 sont négociables ou exigibles à compter de la date du 10 octobre 1994, sans condition particulière.

**Article 7 ter (avenant n° 10 du 18 avril 1996)**

Par dérogation à l'article 7, tout ou partie des droits constitués au profit de chaque salarié au titre de la réserve spéciale de participation des exercices ouverts en 1991 et 1992 sont négociables ou exigibles à compter du 18 avril 1996, sans condition particulière, jusqu'au 30 septembre 1996.

**Article unique (avenant n° 11 du 3 septembre 2004)**

En application de la loi n° 2004-804 du 9 août 2004 pour le soutien à la consommation et à l'investissement, et par dérogation à l'article 7 de l'accord du 25 juin 1975, les droits constitués avant le 16 juillet 2004 au titre de la réserve spéciale de participation sont négociables ou exigibles à compter de la date de signature du présent avenant, sans condition particulière, jusqu'au 31 décembre 2004. Le versement ou la délivrance de ces droits s'effectue sur demande dans la limite d'un plafond global de 10 000 euros par bénéficiaire, tel que défini à l'article 5 de la loi.

**Article 8 (avenant n° 7 du 30 septembre 1988)**

Pour l'affectation des fonds bloqués lui revenant au titre de la participation, chaque salarié a le choix entre les deux formules suivantes :

- 1) Souscription de parts de fonds communs de placement par l'intermédiaire du plan d'épargne d'entreprise institué à la Banque de France.

L'agent peut choisir l'un des trois fonds A, B ou D.

- 2) Inscription en compte courant bloqué.

Pour chaque versement annuel de participation, l'intérêt est calculé pendant toute la période d'indisponibilité sur la base du dernier indice mensuel publié par l'INSEE, connu au moment de l'option, pour constater le rendement des valeurs à revenu fixe de première catégorie, cotées, avec crédit d'impôt et sans lots.

Hormis les cas de remboursement anticipé visés à l'article 11, les sommes inscrites en compte bloqué sont obligatoirement remboursées à la date d'expiration de la période d'indisponibilité. Les

fonds rendus disponibles peuvent être versés au plan d'épargne dans les conditions fixées par la loi n° 73-1.150 du 27 décembre 1973 et l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances du 26 février 1974.

### **Article 9**

Le choix entre les deux formules de placement prévues à l'article 8 doit s'exprimer avant le 1er mars suivant la fin de l'exercice au titre duquel le droit à la participation est ouvert pour la première fois. Il vaut sans limitation de durée, sauf dénonciation avant le 1er mars de chaque année. La demande de changement d'affectation ne peut s'appliquer qu'aux sommes mises en distribution après sa notification.

Les sommes revenant aux agents qui, pour quelque raison que ce soit, n'auraient pas exercé leur choix soit entre les deux formules de placement, soit, en cas d'option pour la première formule, entre les trois fonds, seraient affectées d'office au fonds A du plan d'épargne.

### **Article 10**

Les revenus provenant des sommes attribuées aux salariés reçoivent la même affectation que ces sommes et sont soumis au même délai d'indisponibilité.

Les intérêts produits par les fonds inscrits en compte courant bloqué sont capitalisés annuellement à partir du 1er avril.

### **Article 11 (avenant n° 6 du 8 mars 1988)**

Les salariés ou leurs ayants droit peuvent obtenir le déblocage des droits avant l'expiration du délai prévu à l'article 7, dans les cas suivants :

- ♦ mariage de l'agent,
- ♦ naissance ou arrivée au foyer en vue de son adoption, d'un troisième enfant, puis de chaque enfant suivant,
- ♦ divorce, lorsque l'agent conserve la garde d'au moins un enfant,
- ♦ invalidité du bénéficiaire ou de son conjoint au sens des 2° et 3° de l'article L 341-4 du code de la Sécurité Sociale,
- ♦ décès du bénéficiaire ou de son conjoint,
- ♦ cessation du contrat de travail,
- ♦ création par le bénéficiaire ou son conjoint ou reprise d'une entreprise industrielle, commerciale, artisanale ou agricole, soit à titre individuel, soit sous la forme d'une société commerciale ou coopérative,
- ♦ acquisition ou agrandissement, sous réserve de l'existence d'un permis de construire, de la résidence principale.

### **Article 11 bis (avenant n° 9 du 10 octobre 1994)**

Les motifs de déblocage des réserves spéciales de participation prévus à l'article 11 sont complétés par :

- ♦ l'acquisition d'une voiture particulière,
- ♦ la réalisation de travaux immobiliers d'un montant au moins égal à 20 000 francs.

La dépense correspondante doit être engagée entre le 15 février 1994 et le 31 décembre 1994. Les droits sont liquidés pour un montant au plus égal à celui de la dépense effective.

## **INFORMATION DES SALARIES**

### **Article 12**

Le texte du présent accord et de toute modification qui pourrait ultérieurement y être apportée sera distribué à chaque bénéficiaire et sera remis aux nouveaux agents lors de leur recrutement.

### **Article 13**

Lors de la répartition annuelle des droits de participation, chaque bénéficiaire recevra une fiche établie conformément aux dispositions de l'article 26 du décret n° 67-1.112 du 19 décembre 1967 (repris par l'article 25 du décret n° 87-544 du 17 juillet 1987).

### **Article 14**

Les salariés qui quittent la Banque sans être dans l'un des cas de déblocage anticipé reçoivent une attestation établie conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n° 67-1.112 du 19 décembre 1967 (repris par l'article 20 du décret n° 87-544 du 17 juillet 1987).

## **DUREE DE L'ACCORD**

### **Article 15**

Le présent accord s'applique pour la première fois aux résultats de l'exercice 1974. Il est ensuite renouvelable d'année en année par tacite reconduction.

En cas d'évolution de la politique monétaire se traduisant par une variation anormale de la réserve de participation, il sera procédé à un examen de la situation ainsi créée.

En ce qui concerne le calcul de la répartition de la réserve, un nouvel examen des dispositions prévues à l'article 3 pourra être effectué chaque année par les parties contractantes, en fonction du montant global de la réserve de participation obtenue.

Toute demande de révision des dispositions du présent accord formulée par l'une des parties contractantes sera examinée lorsque seront connus les résultats d'un exercice.

En cas de désaccord sur les modifications à adopter, qui devra être constaté par procès-verbal, le régime alors en vigueur sera maintenu sans changement.

La dénonciation du présent accord peut intervenir à la demande de la Banque ou de l'ensemble des organisations syndicales signataires.



## **DISPOSITIONS DIVERSES**

### **Article 16**

L'accord en date du 22 mars 1971 ayant institué le plan d'épargne d'entreprise sera modifié, par voie d'avenant, en vue de l'admission dans les fonds communs de placement des sommes attribuées aux salariés au titre de la participation.

En outre, le maximum de la contribution volontaire ou "abondement" servi par la Banque en complément des versements volontaires des agents sera réduit de moitié à partir du 1er janvier 1976.

### **Article 17**

L'allocation exceptionnelle instituée en 1974 en complément de la prime de productivité est maintenue.

Paris, le 25 juin 1975

Ont signé :

Le Gouverneur de la Banque de France,  
B. CLAPPIER

Pour le Syndicat des Cadres, Employés et Ouvriers de la Banque de France (C.F.T.C.),  
A. AUROUX

Pour le Syndicat National des Cadres C.G.C. de la Banque de France,  
C. LEFORT

Pour le Syndicat National du Personnel de la Banque de France - Force Ouvrière,  
J. BERENGUER

Pour le Syndicat des Indépendants et Chrétiens de la Banque de France,  
Ph. CASTIGLIONE **(le 23 mars 1995)**

Pour le Syndicat National Autonome de la Banque de France,  
M. FELCE **(le 21 février 2007)**